



MOSELLE

Le 8 février 2007 : **POUR NOS SALAIRES, NOS EMPLOIS, NOS MISSIONS, TOUS EN GREVE !**

Le 14 décembre 2006, les agents du Trésor ont exprimé leur mécontentement. Pourtant les ministres continuent de vouloir ignorer les difficultés quotidiennes de ceux-ci.

- 970 suppressions d'emplois pour 2007, 970 en 2008, 10 % d'emplois B et C en moins en Moselle depuis 2002 ;
- des réformes (compétences croisées, Hélios, LOLF) sans moyens ;
- des restructurations au mépris des usagers et des agents du Trésor ;
- la pression des objectifs à travers une individualisation accrue des carrières et des rémunérations ;
- l'absence de dialogue social et un discours d'autosatisfaction des représentants de l'administration.

A cela s'ajoute la perte de pouvoir d'achat que subissent depuis de nombreuses années les fonctionnaires. L'annonce d'une augmentation de 0,3 % du point d'indice au 1^{er} février est loin d'être satisfaisante.

Dans le cadre de la journée d'action Fonction Publique et au Ministère des Finances, il est plus que nécessaire de nous mobiliser pour :

Pour une vraie politique salariale

- le maintien du pouvoir d'achat du point en 2006 ;
- l'augmentation des salaires pour 2007 sur la base minimum de l'inflation prévue, soit 1,8 % ;
- le rattrapage sur les pertes intervenues depuis 2000 (+ de 6 %) ;
- une refonte globale de la grille indiciaire ;
- l'intégration des primes dans le calcul du droit à pension ;

Pour une vraie politique sociale

- l'arrêt des suppressions d'emplois et l'arrêt des réformes et restructurations mettant en cause la pérennité d'un service public de qualité et de notre réseau de proximité du Trésor Public ;
- les droits et garanties des agents (droit à mutation, ARTT Horaires Variables, ...) ;
- la sauvegarde de notre protection sociale complémentaire.

**Le jeudi 8 février 2007 !
TOUS EN GREVE et à la MANIFESTATION
Place de l'esplanade à 14H30 à METZ**

CGT – FO – FSU – UNSA – SOLIDAIRES

COMMUNIQUE

POUR NOS SALAIRES, L'EMPLOI PUBLIC ET LA DEFENSE DES MISSIONS, TOUS DANS L'ACTION ET LA GREVE LE 8 FEVRIER

Les organisations de fonctionnaires (**CGT– FO – FSU – UNSA – SOLIDAIRES**) exigent l'ouverture immédiate de véritables négociations portant sur :

- Le maintien du pouvoir d'achat du point en 2006 ;
- L'augmentation des salaires pour 2007 sur la base minimum de l'inflation prévue, soit 1,8 % ;
- Le rattrapage sur les pertes intervenues depuis 2000 (+ de 6 %) ;
- Une refonte globale de la grille indiciaire.

Elles constatent également une dégradation alarmante des conditions de travail, la multiplication des attaques contre le service public, des réductions massives d'emplois et de recrutements publics et l'aggravation de la précarité.

Le ministre de la Fonction Publique vient d'annoncer de façon unilatérale des mesures qui constituent une avancée minimale. Même si elles sont à mettre au crédit des actions unitaires et des luttes dans les différents secteurs, elles laissent entier l'essentiel du contentieux, d'autant plus que le ministre lui-même les présente comme un échange emplois contre salaires.

Or, les services publics sont essentiels pour la population et l'aménagement du territoire. Leurs agents ont droit, comme tous les salariés, à une juste rémunération de leur travail et aux moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Combattant les logiques « travailler plus et gagner moins » et « moins de fonctionnaires mais mieux payés », les organisations syndicales appellent l'ensemble des personnels de la Fonction publique (Etat, territoriaux, hospitaliers) à participer massivement à la journée d'actions du 8 février 2007 en particulier par la grève et les manifestations.

- **Pour l'ouverture immédiate de véritables négociations sur l'ensemble du contentieux salarial, la refonte de la grille et le niveau des pensions.**
- **Pour une politique d'emploi public statutaire qui corresponde aux besoins.**
- **Pour la défense des services publics et de la fonction publique.**
- **Pour l'amélioration des conditions de travail et de vie de tous les personnels.**

En cas d'absence de réponse positive, elles envisageront ensemble, après cette journée, les suites à donner à la mobilisation.

Paris, le 17 janvier 2007